

Le régime milicien en Afghanistan

Anthropologie imaginaire, économie transnationale de la violence et fragmentation de l'État

Adam Baczko, CNRS (CERI) & Gilles Dorronsoro, Professeur (Paris-1, Panthéon-Sorbonne, CESSP)

In: *Cultures & Conflits*, 2022, n° 125, pp. 51-69.

DOI : 10.4000/conflits.23588

Le régime milicien mis en place par les pays occidentaux entre 2001 et 2021 en Afghanistan donne à voir une forme radicale d'économie transnationale de la violence et ses effets socio-politiques. En Afghanistan, comme ailleurs, la formation de milices est généralement justifiée comme le palliatif d'un manque de contrôle étatique sur le territoire. Or, la genèse des milices en Afghanistan montre qu'elle est d'abord une modalité de l'intervention internationale, plus qu'une réaction à l'insécurité. Les militaires américains apposent en effet une anthropologie imaginaire qui fait de la société afghane est un agrégat d'isolats locaux, apolitiques et rétifs à toute forme d'interférence étatique. Les dispositifs miliciens qu'ils mettent en place produisent une nouvelle économie transnationale de la violence et renforcent des acteurs supposément locaux aux dépens des institutions officielles.

Mots-clés : Afghanistan, Milice, Armée américaine, État, gouvernement transnational

La population des montagnes avaient pris et exploitaient de la terre qui appartenait aux habitants des plaines. Le malek m'a dit que la terre avait été donnée à sa tribu par le « Roi de l'Afghanistan » il y a très, très longtemps et qu'il me montrerait les documents. Je lui ai dit qu'il n'avait pas besoin de me montrer des papiers. Sa parole me suffisait. [...] J'ai décidé de le soutenir. « Malek, je suis avec vous. Mes hommes et moi irons avec vous parler aux montagnards. S'ils ne vous rendent pas la terre, nous combattons à vos côtés¹. »

Cette citation est tirée de *One tribe at a time*, le livre né de l'expérience du major Gant à la tête des forces spéciales américaines dans la province de la Kunar en 2003. Celui-ci ne raconte pas en détail comment se termine l'histoire du *malek*. Avec un laconique « *il suffit de dire que le problème a été résolu* », il précise avoir aidé son « *ami* » à occuper les terres contestées. Dans ce cas, les forces spéciales américaine disent – ou plutôt nient – le droit et contournent les institutions afghanes en s'impliquant dans un conflit foncier entre deux communautés. En fait, l'ouvrage de Jim Gant offre à chaque ligne une vision caricaturale des Afghans, avec en arrière-plan une référence obsédante aux Indiens d'Amérique, Jim Gant parle ainsi de son « *ami* » Sitting Bull (le nom attribué au *malek*) et la base de son unité est baptisée Fort Navajo. Après sa publication en 2009, la lecture de ce livre, qui promeut une alliance avec les « *tribus* » contre les « *terroristes* », sera conseillée par Stanley McCrystal, puis par David Petraeus, les commandants successifs de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), à leurs officiers.

En Afghanistan, l'appel à des forces armées non étatiques pour contrôler les régions périphériques a une histoire longue qu'on peut faire remonter aux origines de l'État moderne au 19^e siècle, voire au-delà². Pour autant, il serait erroné de postuler une continuité entre ces différentes économies de la violence³. En particulier, la gouvernementalité occidentale – d'abord américaine – après 2001 diffère radicalement de celle que l'occupation soviétique (1980-1989) a donné à voir. Les milices formées dans les années 1980 à l'initiative des Soviétiques constituaient des forces supplétives de l'armée régulière dans le cadre d'une politique cohérente de contre-insurrection centrée sur la protection des territoires stratégiques, et la division des forces rebelles. Elles ont été relativement efficaces pour lutter contre les moudjahidin, protéger les périphéries urbaines et les grands axes de communication⁴, même si leur autonomisation au début des années 1990, à la suite du retrait soviétique, a été un des facteurs de la chute du régime de Najibullah (1992).

Par contraste, les entrepreneurs de violence qui émergent après 2001 sont un ensemble hétérogène qui associe d'anciens mouvements djihadistes des années 1980, des ex-miliciens

¹ Gant J., *One Tribe at a Time. A Strategy for Success in Afghanistan*, Los Angeles, Nine Sisters Imports, 2009, p. 18

² Edwards D., *Heroes of the Age. Moral Fault Lines on the Afghan Frontier*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; Hopkins B., *The Makings of Modern Afghanistan*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008

³ Nous définissons le concept d'économie de la violence comme l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs pouvant user de la violence ou de sa menace. Ces acteurs sont de nature différente (individus, clans, organisations criminelles, institutions étatiques, milices) et se rencontrent autour d'enjeux sociaux, économiques, politiques, voir Bacsko A. et Dorronsoro G., « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 2, 2017, pp. 317.

⁴ Dorronsoro G. et Lobato C., "The Militia in Afghanistan", *Central Asian Survey*, vol. 8, n° 4, 1989, pp. 95-108.

prosoviétiques (Rachid Dostum), des compagnies privées de sécurité (occidentales et afghanes) et des groupes mal contrôlés à la limite du banditisme. Ces groupes sont un élément essentiel du répertoire américain dès 2001⁵, quand les États-Unis, plus spécifiquement les forces spéciales et la CIA, vont les instrumentaliser pour renverser le régime Taliban en déployant un minimum de soldats au sol. La formation même de la République islamique d'Afghanistan (qui succède à l'Émirat islamique des Taliban) est conditionnée par l'existence de ces forces irrégulières, jamais désarmés et toujours protégés par les armées occidentales. Loin d'être une expression « spontanée » de la société afghane (qui a en fait subi leurs exactions dans les années 1990), ces milices sont armées, organisées et, dans certains cas, directement supervisées par les États-Unis. Après 2008, l'armée américaine, déçue par les progrès de l'Armée nationale afghane (ANA) et dans l'optique d'un retrait, multiplie les milices pour appuyer la montée en puissance des forces occidentales (le *surge*). Cette stratégie avait déjà été testée en Irak par le général Petraeus, qui créditaient les « Fils de l'Irak » du rétablissement temporaire de la situation sécuritaire en 2007. En Irak, comme en Afghanistan, loin de représenter la mobilisation de segments sociaux, notamment tribaux, la formation de ces milices résultait de l'action d'entrepreneurs politiques pouvant recruter des hommes grâce aux financements américains⁶. Après 2011, suite à l'annonce de Barack Obama d'un retrait de la plupart des troupes américaine pour 2014, les milices sont de plus en plus utilisées dans l'idée de susciter le désordre pour ralentir les progrès des Taliban.

Le cas du régime milicien en Afghanistan entre 2001 et 2021 donne ainsi à voir une forme radicale d'économie transnationale de la violence et ses effets socio-politiques. En Afghanistan, comme ailleurs, la formation de milices est souvent justifiée par les acteurs, comme par nombre de travaux⁷, comme le palliatif d'un État défaillant dans le contrôle de son territoire. Or la milicianisation de l'État afghan n'est pas la conséquence d'une faiblesse de l'État ou de son manque d'ancrage historique, mais le résultat d'une intervention extérieure, en particulier de l'interprétation que les militaires américains font de la société afghane, des dispositifs qu'ils mettent en place et des contournements récurrents de l'État central. La milicianisation est d'abord la déclinaison dans le champ sécuritaire du gouvernement transnational établi dans le pays, selon des représentations et des mécanismes semblables à d'autres secteurs (droit, économie, santé)⁸. Il met en exergue les effets sociaux et politiques de

⁵ Mohammad W., "Can Afghanistan's new 'Guardian' militia restore security in the provinces?", *Terrorism Monitor*, Vol. 7, No. 20, 2009, pp. 5-7 ; Suhrke A., "Statebuilding in Afghanistan: a contradictory engagement", *Central Asian Survey*, Vol. 32, n° 3, 2013, pp. 271-286; Rachel Reid et Sahr Muhammedally, *Just Don't Call It a Militia: Impunity, Militias and the "Afghan Local Police"*. New York, Human Rights Watch, 2011 ; Bruno G., *A Tribal Strategy for Afghanistan*, New York, Council on Foreign Relations, 2008 ; Wilde A., "The Consistency of Patronage: Networks and Powerbrokers of the 'Arzbegi Clan' in Kunduz." In Schetter C. (ed.), *Local Politics in Afghanistan: A Century of Intervention in the Social Order*, Londres, Hurst, 2013, pp. 59-75 ; Osman Tariq M., "Tribal Security System (Arbakai) in Southeast Afghanistan", Londres, Crisis States Research Centre, 2008.

⁶ Voir l'article d'Arthur Quesnay dans ce dossier et, plus largement, son analyse de la dynamique conflictuelle. Quesnay A., *Guerre civile irakienne : Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk*, Paris, Karthala, 2021.

⁷ Jentzsch C., Kalyvas S. et Schubiger L. I., « Militias in Civil Wars », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 59, n° 5, 2015, pp. 755-769; Carey S. et Mitchell N., « Progovernment Militias », *Annual Review of Political Science*, vol. 20, 2017, pp. 127-147.

⁸ Pour une analyse plus générale de ce gouvernement transnational, Dorronsoro G., *Le gouvernement transnational en Afghanistan. Une si prévisible défaite*, Paris, Karthala, 2021.

l'internationalisation de l'administration des populations qui affecte un nombre croissant de régions dans le monde contemporain⁹.

Parce qu'il touche à la plupart des dimensions du pouvoir et transforme la société en profondeur, le phénomène milicien est donc un analyseur efficace du gouvernement transnational à trois égards : la dimension idéale qui informe ces politiques, l'internationalisation de l'économie de la violence et, enfin, le contournement de l'État au profits d'acteurs privés, une dynamique qui dans le cas afghan favorise *in fine* l'insurrection Taliban. **Premièrement**, la genèse des milices est en partie l'effet d'une anthropologie imaginaire, dont les implications sont bien réelles. En effet, les politiques menées par la coalition occidentale sont informées par quelques postulats : la société afghane est un agrégat d'isolats locaux, apolitiques et rétifs à toute forme d'intrusion étatique. Ces interprétations primordialistes, dominantes chez les officiers américains, favorisent les stratégies d'instrumentalisation des différences communautaires et de contournement de l'État. **Deuxièmement**, les milices sont un élément structurant d'une nouvelle économie transnationale de la violence, incluant, outre les dispositifs miliciens, des forces officielles de sécurité (police, armée, services secrets), des entreprises privées, des groupes criminels, des formes de vigilantisme et des segments sociaux armés. Outre les effets spécifiques liées à une guerre civile, l'intérêt d'analyser le régime afghan réside dans le caractère transnational de cette régulation, les États-Unis ayant un rôle central dans la formation de cette économie de la violence en raison des ressources qu'ils distribuent aux acteurs sécuritaires, dont les milices. Pour autant, des marges de manœuvre existent pour l'exécutif afghan comme l'illustrent les tentatives, rarement couronnées de succès, de reprise en main des compagnies privées de sécurité étrangères et des milices locales par le ministère de l'Intérieur. **Troisièmement**, l'incompatibilité supposée de l'Afghanistan et de l'État a été une prophétie auto-réalisatrice, amenant les militaires américains à renforcer des acteurs « locaux » aux dépens des institutions du régime et à les installer au cœur du pouvoir, en particulier dans les provinces les plus importantes. En conséquence, la milicianisation du régime assure une impunité qui discrédite le régime, interdit la construction des institutions et ouvre un espace à l'insurrection.

I. Une anthropologie imaginaire

Les politiques de la coalition occidentale en Afghanistan sont informées par une anthropologie imaginaire de la société afghane. Celle-ci serait essentiellement apolitique, locale dans ses intérêts et ses loyautés, car constituée d'isolats géographiques ou communautaires. Les chefs tribaux et les notables seraient la principale, voire la seule, forme d'autorité légitime en raison d'un rejet culturel de l'État, fondamentalement étranger aux Afghans, qui serait une imposition mal supportée par les « communautés », tribales ou non. Les Afghans seraient, avant

⁹ Hibou B., « Retrait ou redéploiement de l'Etat ? », Critique internationale, 1998, no 1, p. 151-168 ; Buur L., « The Sovereign Outsourced: Local Justice and Violence in Port Elizabeth » dans Hansen T. B. et Stepputat F. (eds.), Sovereign Bodies: Citizens, Migrants, and States in the Postcolonial World, Princeton, Princeton University Press, 2005, p. 192-217 ; Lund C., « Fragmented Sovereignty: Land Reform and Dispossession in Laos », The Journal of Peasant Studies, 2011, vol. 38, no 4, p. 885-905 ; Monsutti A., « Fuzzy Sovereignty: Rural Reconstruction in Afghanistan, between Democracy Promotion and Power Games », Comparative Studies in Society and History, 2012, vol. 54, no 3, p. 563-591.

tout, des tribaux jaloux de leur indépendance, résistants à toute entreprise de pénétration étatique depuis des siècles. Ce mythe de l'allergie à l'État sous-tend une grande partie de la littérature grise sur l'intervention occidentale en Afghanistan. Dans une abondante littérature à la limite entre sciences sociales et stratégie, le pays est successivement caractérisé comme un « *espace non gouverné* »¹⁰, un « *cimetière des empires* »¹¹ et toujours renvoyé à une indépassable altérité¹².

Ce fantasme d'une société sans État s'appuie notamment sur certaines descriptions ethnographiques menées auprès des tribus pachtounes de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise. Les observations des agents coloniaux britanniques à la fin du XIX^e siècle ont largement façonné une vision primordialiste de l'Afghanistan qui a été à nouveau mobilisée depuis les années 1980, y compris dans des ouvrages de sciences sociales¹³. À la suite du démembrement du Raj britannique, les anthropologues qui ont travaillé de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise entre les années 1950 et 1970, Fredrik Barth, Akbar Ahmed, Louis Dupree et Charles Lindholm, décrivent une société qui se gouverne sans l'État, une « *anarchie ordonnée* » dans les termes de Lindholm¹⁴. Thomas Barfield, un anthropologue américain, spécialiste de l'Afghanistan et très écouté dans les cercles militaires américains, ouvre ainsi un document appelant à s'appuyer sur les tribus pour administrer le pays : « *La perspective de Kaboul est souvent perçue avec méfiance par les Afghans ruraux. Plutôt que de se voir comme faisant partie d'une seule nation avec des intérêts communs, leur appartenance primaire va aux groupes de solidarité locaux basés sur la parenté ou l'origine géographique* »¹⁵. Une anthropologue, Montgomery McFate, très liée aux institutions de défense (RAND, Naval War College, Office of Naval Research, USIP) prône ce recours à l'anthropologie : « *Les structures de sécurité nationale doit être nourries d'anthropologie, une discipline inventée pour soutenir les combats dans les zones tribales. La connaissance culturelle des adversaires doit être considérée comme une priorité de sécurité nationale* »¹⁶. Nommée conseillère scientifique auprès du Comité des chefs d'état-major interarmées, elle met en place les Human Terrain Teams, un programme visant à intégrer des anthropologues au sein des unités américaines (en pratique souvent des diplômés d'une licence ou d'un master de n'importe quelle discipline de sciences sociales) et contribue à la rédaction du manuel de

¹⁰ Clunan A. et Trinkunas H., *Ungoverned Spaces: Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

¹¹ Jones S., *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, New York, Norton & Company, 2010.

¹² Mason W., « Introduction » in Mason W. (ed.), *The Rule of Law in Afghanistan: Missing in Inaction*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, pp. 1-12 ; Murtazashvili J., *Informal Order and the State in Afghanistan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

¹³ Pour les origines coloniales de cette anthropologie imaginaire, Hopkins B., *The Makings of Modern Afghanistan*, op. cit. ; Haroon S., *Frontier of Faith: Islam in the Indo-Afghan Borderland*, Londres, Hurst, 2011.

¹⁴ Barth F., *Political Leadership among Swat Pathans*, Londres, Athlone Press, 1959 ; Ahmed A., *Millennium and Charisma among Pathans: A Critical Essay in Social Anthropology*, Londres, Routledge, 2012 ; Dupree L., « Tribal Warfare in Afghanistan and Pakistan: a Reflexion of the Segmentary Lineage System » in Ahmed A. (ed.), *Islam in Tribal Societies: From the Atlas to the Indus*, Londres, Routledge, 1984, pp. 266-286 ; Lindholm C., « The Structure of Violence among the Swat Pukhtun », *Ethnology*, vol. 20, n° 2, 1981, p. 147.

¹⁵ Barfield T. et Nojumi N., « Bringing More Effective Governance to Afghanistan: 10 Pathways to Stability », *Middle East Policy*, vol. 17, n° 4, 2010, p. 44. Thomas Barfield développe cette thèse dans son ouvrage sur l'histoire de l'Afghanistan. Barfield T., *Afghanistan: A Cultural and Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

¹⁶ McFate M., « The Military Utility of Understanding Adversary Culture », *Joint Forces Quarterly*, vol. 38, 2006, p. 43.

contre-insurrection FM. 3.24, qui fait référence dans les milieux militaires¹⁷. En réalité, l'intérêt proclamé pour la « culture » afghane dissimule l'absence de prise en compte des recherches anthropologiques menées sur la société afghane depuis les années 1980, qui montre bien la détribalisation et les limites d'une lecture ethnique de la société. Cette vision de la société afghane est reprise par les dirigeants politiques occidentaux, comme l'illustre le secrétaire à la Défense Robert Gates qui déclare en 2008 : « *En fin de compte, la seule solution en Afghanistan est de travailler avec les tribus et les dirigeants provinciaux pour essayer de créer une réaction contre les Taliban* »¹⁸. De même, le Premier ministre Gordon Brown déclare devant le Parlement britannique qu'il importe de travailler « *Dans le sens de la tradition afghane* » et ajoute ensuite qu'« *une façon d'aller de l'avant est d'accroître notre soutien aux initiatives de défense communautaire, où des volontaires locaux sont recrutés pour défendre les maisons et les familles sur le modèle des arbakai afghans traditionnels* »¹⁹.

L'efficacité sociale de cette anthropologie imaginaire de l'Afghanistan tient à ce qu'elle s'articule avec les doctrines de contre-insurrection. Ainsi, la lecture tribale et ethnique de l'Afghanistan se nourrit de « la navette transatlantique » concernant les doctrines de contre-insurrection. Les militaires américains réinscrivent les dispositifs miliciens dans un répertoire de techniques associé à la lutte contre des guérillas²⁰. L'échec de la coalition occidentale à stopper la progression des Taliban, qui s'affirment progressivement à partir du milieu des années 2000, favorise notamment un groupe d'officiers américains qui prônent l'emploi des doctrines et des pratiques des guerres coloniales et de décolonisation. Ces officiers supérieurs, dont Jim Mattis, David Petraeus, John Nagl, Herbert R. McMaster, pour citer les plus connus, sont souvent titulaires d'un doctorat en histoire sur les contre-insurrections britanniques et américaines et se présentent comme des « *guerriers intellectuels* »²¹. Ils remettent au goût du jour les théoriciens coloniaux britanniques et français de la contre-insurrection, T.E Lawrence, Joseph Gallieni, Hubert Lyautey, Robert Thompson et David Galula, dont ils font rééditer les ouvrages et auxquels ils font régulièrement référence, par exemple en recyclant certains thèmes : la « *stratégie de la tache d'huile* » ou « *combattre une rébellion est désordonné et lent, comme manger une soupe avec un couteau* ». Déployés successivement en Irak et en Afghanistan, ces officiers voient essentiellement des similarités dans les deux conflits armés : l'insurrection progresse, car elle mobilise des segments sociaux sur un discours identitaire ; la combattre exige donc de faire de même. Ces positions sont enfin relayées par différents commentateurs de la politique étrangère américaine : Seth Jones conseille d'organiser une « *révolte pashtoune* »

¹⁷ González R., « Towards Mercenary Anthropology? The New US Army Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex », *Anthropology Today*, vol. 23, n° 3, 2007, po. 14-19 ; González R., *Militarizing Culture: Essays on the Warfare State*, Walnut Creek, Left Coast Press, 2010.

¹⁸ Bruno G., *A Tribal Strategy for Afghanistan*, op. cit.

¹⁹ *House of Commons Hansard Debates for 12 Dec 2007*, <https://bit.ly/2QTWnv3>, 12 décembre 2007. Sur les milices mises en place par les Britanniques dans l'Helmand, voir Tyson A. S., « Military Weighs Recruiting Afghan Tribes to Fight Taliban », *The Washington Post*, 12 avril 2007.

²⁰ Tenenbaum E., *Partisans et centurions. Histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2018.

²¹ Ricks T., *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, Londres, Penguin 2006. Voir également le magazine *Small Wars Journal* qui constitue, avec les blogs de David Kilcullen et de John Nagl, l'espace central de ce qui s'auto-définit comme la « COIN Community ».

contre les Taliban²² ; Fareed Zacharia et Fred Kaplan prônent l'augmentation du nombre de milices²³.

Les acteurs de la coalition occidentale ont donc perçu la réactivation des institutions tribales et le renforcement de l'autorité des notables comme la meilleure stratégie de contre-insurrection. De façon révélatrice, l'objectif recherché par les militaires américains était la « stabilisation », un terme du jargon militaire qui postule que le social serait naturellement « à l'équilibre ». Les discours des militaires américains en Afghanistan s'inscrivent dans le cadre de cette épistémologie. À la veille de sa nomination à la tête des troupes occidentales en 2009, le général Stanley McCrystal déclare ainsi :

Une géographie isolée et une aversion naturelle pour l'intervention étrangère se retournent également contre la FIAS. Les griefs historiques renforcent les liens avec l'identité tribale ou ethnique et peuvent diminuer l'attrait d'un État centralisé. Toutes les ethnies, en particulier les Pachtounes, ont traditionnellement cherché à obtenir une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement central, en particulier lorsqu'il n'est pas considéré comme agissant dans l'intérêt de la population. Ces facteurs et d'autres entraînent des éléments de la population à tolérer l'insurrection et à appeler à chasser les étrangers²⁴.

D'autres militaires américains ne prennent pas autant de pincettes. Le major Jim Gant, déjà cité en exergue, explique ainsi :

Le fait culturel déterminant au sujet de l'Afghanistan est qu'il est constitué de tribus. Pas d'individus, pas de citoyens occidentaux, mais de tribus et de membres de tribus. C'est ma conviction profonde – et la thèse de ce document – que la réponse aux problèmes auxquels le peuple afghan est confronté, ainsi qu'aux menaces futures pour la sécurité des États-Unis dans la région, sera trouvée en comprenant, puis en aidant ce système tribal à s'épanouir. [...] Quand on dit « Afghans », ce que je crois qu'on dit vraiment est « membre de la tribu ». Chaque Afghans fait partie d'une tribu et comprend comment fonctionne la tribu et pourquoi. [...] L'Afghanistan n'a jamais eu de gouvernement central fort et n'en aura jamais. C'est un fait que nous devons accepter, le plus tôt sera le mieux²⁵.

Dans la même veine, le général David Petraeus déclare en 2008, deux ans avant de prendre la tête des troupes occidentales en Afghanistan : « C'est un pays dans lequel le soutien des tribus, des communautés locales, pour l'effort global est essentiel. C'est un pays qui n'a pas une tradition de gouvernement centralisé qui s'étende aux confins de ses provinces et de ses districts. »²⁶

²² Jones S., "Path to a Pashtun Rebellion in Afghanistan", *Blog Short Stack, The Washington Post*, 2 octobre 2009.

²³ Kaplan F., "All Politics Is Tribal: Obama's Afghanistan Strategy Should Team Our Soldiers With Their Militias", *Slate*, 23 novembre, 2009; Zakaria F., "Fareed Zakaria's Strategy for Afghanistan", *Newsweek*, 11 septembre 2009.

²⁴ McCrystal S., *COMISAF Initial Assessment (Unclassified)*, Washington, U.S. Department of Defense, 2009.

²⁵ Gant J., *One Tribe at a Time*, op. cit., p. 8, 10.

²⁶ González R., *Militarizing Culture*, op. cit., p. 154.

Enfin, la vision d'un pays sans État s'articule aussi à une idéologie néolibérale, alors dominante dans les secteurs du développement et de la sécurité. La rhétorique d'un rejet de l'État par les Afghans n'est en fait qu'une volonté de réduire le périmètre d'action des institutions publiques au profit du privé. La reprise de termes persan ou pashto – notamment *arbaki* (levée tribale) et *lashkar* (armée) – dissimule l'application dans le domaine milicien de dispositifs néo-libéraux dans les politiques publiques, notamment le recours à des acteurs privés dans le cadre d'une sous-traitance généralisée qui touche d'abord les forces américaines elles-mêmes²⁷. En particulier, la mise en place des milices, leur entraînement et leur armement sont dévolus à des entreprises privées américaines ou anglaise sous-traitantes du département de la Défense, qui ne possède pourtant pas aucune expertise du terrain afghan. Dans une alliance prévisible, la congruence des intérêts entre Occidentaux, binationaux travaillant pour le compte d'ONG, experts de *think tanks* à Washington, entreprises privées aboutie à la publication de rapports qui soutiennent la formation de milices. Le caractère rhétorique de la prise en compte des structures sociales afghanes est patent dans l'usage indifférencié de qualificatifs – « tribales », « traditionnelles », « locales », « communautaires » – apposés aux milices pour souligner, dans une logique typiquement néo-libérale, que leur caractère non-étatique les rendrait plus efficace pour rétablir la sécurité²⁸.

II. Une économie transnationale de la violence

L'économie de la violence milicienne se caractérise par son caractère transnational et incohérent avec une compétition (parfois violente) entre les milices. Cette configuration présente une certaine homologie avec les commandants des années 1980, à la fois très dépendants de l'aide extérieure et pris dans des guerres intestines.

Malgré des tentatives pour présenter celles-ci comme des réactions populaires contre l'insurrection et une inscription formelle dans l'architecture institutionnel du régime afghan, la formation de milices est essentiellement une entreprise américaine. Celles-ci répondent à la volonté des militaires américains de contourner les institutions afghanes – notamment l'armée afghane à partir de 2009 – et d'opérer en dehors de contraintes juridiques ou politiques. Dès les premiers mois de l'intervention, la CIA et les forces spéciales entraînent, équiper et protègent certains commandants (en leur permettant par exemple de contourner les programmes successifs de désarmement), afin qu'ils les appuient dans leurs opérations contre les Taliban et al-Qaïda. Ainsi, les 3 000 hommes des Counter-Terrorism Pursuit Teams déployés le long de la frontière mènent - en toute illégalité - des opérations au Pakistan sur ordre des forces américaines²⁹. De même, l'Afghan Guard Force (renommée plus tard Afghan Security Guard) est formée par les forces spéciales et la CIA, officiellement afin de protéger leur base dans le

²⁷ Kumar N., « 'Beltway Bandits' and 'Poverty Barons': For-Profit International Development Contracting and the Military-Development Assemblage », *Development and Change*, vol. 46, n° 4, 2015, pp. 585-617.

²⁸ Voir notamment Osman Tariq M., *Tribal Security System (Arbakai) in Southeast Afghanistan*, op. cit. ; Miakhel S., *Advantages and Disadvantages of Supporting a Community Force: The History of the Arbaki System and its Use in the Present Context of Afghanistan*, Kaboul, UNAMA, 2008 ; Bruno G., *A Tribal Strategy for Afghanistan*, op. cit. ; Schmeidl S. et Karokhail M., "The Role of Non-State Actors in 'Community-Based Policing' – An Exploration of the Arbakai (Tribal Police) in South-Eastern Afghanistan", *Contemporary Security Policy*, vol. 30, n° 2, 2009, pp. 318-342.

²⁹ Woodward B., *Obama's Wars*, New York, Simon and Schuster, 2010, p. 8.

Sud-Est (dans la province d'Urgun). Recrutée parmi des éléments de la 25^e division de l'Alliance du Nord, cette milice accompagne les militaires américains dans leurs opérations et contrôle les points stratégiques de la région. Autre cas souvent mentionné : la Khost Protection Force, du nom de la province du Sud-Est où ses hommes sont recrutés, est établie en 2003 et compte en 2014 près de 5 000 miliciens qui agissent hors de toute supervision du gouvernement afghan. Elle est en effet sous commandement direct de la CIA, qui loue son efficacité contre les Taliban³⁰. Dans la même perspective, en 2004, 400 combattants sont recrutés par la CIA et entraînés par les forces spéciales pour constituer la Kandahar Strike Force, installée symboliquement dans l'ancienne maison de mollah Omar. Là aussi, la supervision est assurée par les officiers américains.

La pression croissante de l'insurrection conduit ensuite à la multiplication d'initiatives mal coordonnées, avec une augmentation constante des moyens sans retour critique sur la stratégie suivie. Formée en 2006, l'Afghan National Auxiliary Police est discrètement démantelée en 2008, car le recrutement local des combattants a entraîné le réarmement de nombreux commandants des années 1990 et le transfert d'armes à l'insurrection talibane³¹. Dans ce contexte, les programmes de milices se multiplient : l'Afghanistan National Auxiliary Police (ANAP), l'Afghan Public Protection Program, le Local Defense Initiative en 2009 et les APPF (Afghan Public Protection Forces), les Afghan Public Protection Program (AP3), les Community Defense Initiative (CDI), les Local Defense Initiative (LDI), les Interim Security for Critical Infrastructure (ISCI), Community Defense Forces (CDF), les Community-Based Security Solution (CBSS) ou les Critical Infrastructure Program (CIP)³². Certains programmes sont mis en place par le gouvernement afghan en coordination avec l'armée américaine (ANAP), d'autres par les forces spéciales (AP3, LDI), d'autres enfin sont des improvisations liées à un événement, par exemple les élections présidentielles de 2009 (CDI) ou à des initiatives locales, comme les Marines déployés dans l'Helmand en 2009 (ISCI) ou les militaires allemands tentant de sécuriser les marges de Kunduz en 2011 (CIP). Cette succession rapide de programmes indépendants empêche toute supervision et se traduit par le réarmement des réseaux d'entrepreneurs de violence anciens ou en formation³³.

Dans la perspective du retrait, les États-Unis accélèrent la formation de milices à l'échelle nationale. Nommé en 2010 à la tête des forces de la coalition occidentale, le général Petraeus, à l'origine du programme irakien de formation de milices, crée les Afghan Local Police (ALP), qu'il définit comme une « *community watch avec des AK-47* ». D'un effectif de 30 000 hommes, cette milice est présentée comme une mobilisation populaire, voire, dans le contexte des printemps arabes, comme un soulèvement populaire : « *C'est un programme important parce que personne ne protège sa maison comme un propriétaire et cela mobilise* ».

³⁰ Les actions de cette milice sont rapportées par la presse américaine en décembre 2015, Jolly D., "Civilian Deaths Raise Questions About C.I.A.-Trained Forces in Afghanistan", *The New York Times*, 3 décembre 2015.

³¹ Sedra M., "Security Sector Reform and State Building in Afghanistan" in Hayes G. et Sedra M. (eds.), *Afghanistan: Transition under Threat*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2008, pp. 197-199 ; Lefèvre M., *Local Defence in Afghanistan: A Review of Government-backed Initiatives*, Kaboul, Afghanistan Analysts Network, 2010.

³² Pour un récit détaillé, Lefèvre, M. *Local Defence in Afghanistan*, op. cit. ; Hakimi A., « Getting Savages to Fight Barbarians: Counterinsurgency and the Remaking of Afghanistan », *Central Asian Survey*, vol. 32, n° 3, 2013, pp. 388-405 ; Goodhand J. et Hakimi A., *Counterinsurgency, Local Militias, and Statebuilding in Afghanistan*, Washington, United States Institute of Peace, 2014.

³³ Reid R. et Muhammedally S., "Just Don't Call it a Militia", op. cit., pp. 22-23.

vraiment une communauté. Lorsque les représentants de la communauté, les membres du conseil de la shura, nomment leurs fils pour défendre leur village, leurs vallées, c'est eux qui défendent leur communauté et montrent leur engagement à combattre les Taliban. »³⁴ En principe sous la supervision du ministère de l'Intérieur, les ALP sont en fait directement payés par le gouvernement américain, et non par le Law and Order Trust Fund for Afghanistan (LOTFA) qui finance les salaires de la police. Loin du modèle d'auto-défense mis en avant par les militaires américains, les milices existantes sont simplement transférées dans les ALP qui maintiennent leur autonomie à l'égard de l'appareil sécuritaire afghan.

La dépendance des milices par rapport aux ressources extérieures ne signifie pas que les armées occidentales sont capables de maîtriser les effets des dispositifs miliciens qu'ils ont créés. Au contraire, l'ouverture d'un véritable marché de la sécurité permet à des entrepreneurs de violence de mobiliser des combattants sur la base de solidarités communautaires, d'affiliations politiques et d'intérêts économiques, alors même que la compétition pour s'assurer le soutien américain provoque des tensions. De manière officieuse, cette fragmentation est revendiquée par les militaires américains comme un élément de la stratégie de contre-insurrection. Ainsi, un contractuel de l'armée américaine nous explique en 2014 que les milices qu'il organise dans le Nord-Est ont pour objectif d'obliger les Taliban à s'impliquer dans des rivalités intercommunautaires³⁵. Les Taliban, majoritairement pachtounes, seraient donc amener privilégier leur ethnie à s'aliéner les non-Pachtounes, ce qui aurait pour conséquence de limiter leur progression.

Dans les régions pachtounes du Sud et de l'Est, les militaires américains s'appuient sur des entrepreneurs tribaux, ce qui donne un sens communautaire aux rivalités économiques ou personnelles. Ainsi, dans la province du Nangarhar, des notables Shinwari contrôlent une partie importante du commerce légal ou illégal avec le Pakistan, ainsi que les laboratoires de transformation d'opium en héroïne. Début 2010, sans consultation avec le gouvernement afghan, l'armée américaine passe un accord avec des entrepreneurs Shobli, un clan Shinwari, pour mettre fin à la culture du pavot moyennant un million de dollars³⁶. A la suite de cet accord, les Shobli attaquent les notables liés à un autre clan Shinwari, les Ali Sher Khel, qui ont de bonnes relations avec le gouverneur de la province, Gul Agha Shirzai, pour s'approprier des pâturages et des terres communales. Le conflit, instrumentalisé par le gouverneur de la province, Gul Agha Shirzai, et ses rivaux de la famille Arsala, provoque des dizaines de morts et un affaiblissement durable des notables, dont une partie se réfugie dans la capitale provinciale de Jalalabad, voire à l'étranger³⁷. La politique américaine a donc eu pour premier effet d'attiser les rivalités locales, ce qui profitera au final à l'insurrection talibane, puis à l'État islamique³⁸. A Kandahar, les forces spéciales s'appuient sur des entrepreneurs tribaux (Barakzai, Alikozai)

³⁴ "Petraeus Speaks about Troop Withdraw, Battling Al-Qaida", *Defense Visual Information Distribution Service*, 7 septembre 2011.

³⁵ Entretien avec un responsable de la création des milices dans la province de Kunduz, Kaboul, août 2014.

³⁶ Voir Rowley R. et Motlagh J., "Million Dollar Militia", *People and Power*, 2010, <https://bit.ly/3t3wGu0>.

³⁷ Entretiens avec des notables de la tribu Shinwari résidant dans le district d'Achin (Nangarhar), août 2015. Pour un récit détaillé des événements, voir Foschini F., "How Outside Interference Politicised the Achin Land Conflict", *Afghan Analyst Network*, 2011, <https://bit.ly/2DnCBph>; Miszak N., "Land-based Conflict in Afghanistan: On the Right of Pre-emption (shuf'a) as 'Back-Channel' Diplomacy and a Show of Indignation" dans Sökefeld M. (ed.), *Spaces of Conflict in Everyday Life*, Bielefeld, transcript Verlag, 2015, pp. 117-135.

³⁸ Bacsko A. et Dorronsoro G., « Logiques transfrontalières et salafisme globalisé : l'État islamique en Afghanistan », *Critique internationale*, n° 74, 2017, pp. 137-152.

qui profitent de ce soutien pour s'attaquer à leur rivaux (Nurzai, Ishiqzai) ; ces derniers, en réaction, s'allient aux Taliban. La stratégie des forces spéciales entraîne donc un alignement entre solidarités tribales et affiliations politiques, qui produit une polarisation accrue de la société³⁹.

De plus, la mise en place de milices formés de groupes localement minoritaires aggrave les tensions. Ainsi, dans le Paktika, les exactions contre les Pachtounes par les Afghan Security Guards d'Azizulah Karwan, composés de combattants tadjiks, ont été documentées dans des rapports que les Nations Unies ont fait circuler assez largement et se sont traduits par une ethnicisation du conflit⁴⁰. De même, dans l'Uruzgan, le recrutement d'une milice parmi la minorité hazara se traduit par des violences contre les Pachtounes et, en représailles, un ciblage des Hazaras de la province. Enfin, en armant certains réseaux politico-militaires, les militaires américains font renaître d'anciens conflits politiques. Ainsi, les Khost Protection Force et les Afghan Security Guards sont formés à partir de réseaux d'anciens communistes qui profitent de leur pouvoir pour se venger des moudjahidin⁴¹. Par ailleurs, dans le Baghlan et à Ghazni, le recrutement de membres du Hizb-i islami au sein des milices relance les conflits entre groupes de moujahidin qui datent des années 1990⁴².

Les milices de la province de Kunduz, celle où la milicianisation a été la plus achevée, montrent comment ces conflits économiques, politiques et identitaires se combinent avec des conséquences dramatiques. La rivalité entre des chefs miliciens, Mir Alam et Mohammad Omar « Pakhsadaran » (le briseur de murs), a en effet de multiples dimensions. Kunduz constitue la troisième voie de sortie de l'héroïne avec le Badakhshan et Balkh, ce qui suscite une importante compétition. De plus, Mohammad Omar est lié à l'Itihad-i islami, qui était en lutte contre le Jamiat-i islami, dont Mir Alam était un des commandants. Enfin, Mir Alam et Mohammad Omar mobilisent selon des logiques essentiellement ethniques (Tajiks/Ouzbeks versus Pachtounes/Hazaras). Les forces spéciales américaines exacerbent le conflit entre Mir Alam et Mohammad Omar en les armant et en les finançant. En conséquence, au bout de quelques mois, les milices ont créé des désordres majeurs entraînant un retour des Taliban, qui culminera avec la chute de la ville en 2015.

Enfin, les ressources de la coalition occidentale constituent parfois l'enjeu même de l'affrontement, notamment les contrats de protection et les prébendes liées à la réalisation des projets d'aide. Le Comité des forces armées du Sénat des États-Unis a détaillé le cas de deux

³⁹ Entretien avec un commandant d'une milice dans le district de Dand (Kandahar), août 2010 ; entretien avec un ancien agent des services secrets afghans, cadre d'une entreprise de sécurité privée afghane, août 2010 ; entretien avec un notable du district d'Arghandab (Kandahar), Juillet 2011 ; entretien avec un haut responsable de l'administration provinciale de Kandahar, juillet 2011. Voir également Gopal A, "The Taliban in Kandahar" in Bergen P. et Tiedemann K. (eds.), *Talibanistan: Negotiating the Borders between Terror, Politics, and Religion*, Oxford, Oxford University Press, 2013, pp. 1-69.

⁴⁰ Cavendish J., "Revealed: Afghan chief accused of campaign of terror is on US payroll", *The Independent*, 18 mars 2011.

⁴¹ Ruttig T., "The Haqqani Network as an Autonomous Entity", in Giustozzi A. (ed.), *Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*, New York, Columbia University Press, 2009, pp. 87-88.

⁴² Entretien avec un adjoint du gouverneur de la province de Ghazni, septembre 2014 ; entretien avec un président du conseil provincial de Ghazni, septembre 2014 ; entretien avec un commandant en second de l'unité de l'Afghan Local Police dans le district d'Andar, militant du Hizb-i Islami, province de Ghazni, septembre 2014. Pour une analyse détaillée de chacune de ces configurations locales, voir Habib E., "Who Fights whom in the Andar Uprising?", *Afghan Analyst Network*, 2012, <https://bit.ly/2QQRwQa> ; Hewad G., "When the Police Goes Local; More on the Baghlan ALP", *Afghan Analyst Network*, 2011, <https://bit.ly/2NCoelP>.

commandants qui s'affrontent dans les années 2000 pour les contrats attribués par l'armée américaine dans le district de Shindand (Hérat). Ces deux commandants se partagent la protection de la grande base aérienne du district, une sous-traitance en cascade, puisque leur employeur est la compagnie britannique de sécurité privée ArmorGroup. Ne connaissant pas les noms des deux commandants qui leur ont été conseillés par les forces spéciales américaines, les employés de la compagnie britannique ont pris l'habitude de les appeler « *M. White* » (Timour Shah) et « *M. Pink* » (Nadir Khan), une référence au film *Reservoir Dogs* de Tarantino qui met en scène un affrontement entre des gangsters pour s'approprier le butin d'un braquage. L'affrontement entre les deux commandants les amène à chercher tous deux la protection des Taliban contre leur adversaire, une proximité avec l'insurrection qui déclenche l'enquête du Comité des forces armées du Sénat américain⁴³.

III. Un régime milicien

L'économie de la violence milicienne ne constitue pas un isolat au sein du secteur sécuritaire, mais une dimension essentielle du gouvernement des populations après 2001, ce qui nous amène à parler de *régime milicien* comme la forme de l'État au niveau local. En effet, les chefs miliciens sont souvent installés dans des positions de pouvoir au niveau régional, voire national, ce qui crée une porosité entre milices et institutions. De plus, en raison notamment de la protection américaine, les milices bénéficient d'une immunité très large, malgré l'étendue des violences commises, ce qui affaiblit considérablement la capacité du régime à rendre justice. Les États-Unis, en recherchant les « hommes forts » susceptibles de les aider à remplir leurs objectifs tactiques (renseignement, traque de militants d'al-Qaïda ou Taliban) ont systématiquement affaibli les institutions en formation. Prisonnier d'un préjugé bien ancré, la nature essentiellement a-juridique et anti-institutionnelle de la société afghane, les États-Unis ont sapé toute possibilité de construction des institutions et d'un recours effectif au droit.

Dès 2001, les États-Unis installent les milices au cœur des institutions afghanes, bien au-delà du secteur sécuritaire. Les configurations de pouvoir au niveau des provinces sont le plus souvent conditionnées par le rapport de forces entre milices. Le cas de Kandahar mérite d'être ici rapidement développé, car il est symptomatique de cet investissement des institutions en (re)formation par les forces miliciennes. En novembre 2001, les forces spéciales américaines s'appuient sur des commandants des années 1990, notamment Gul Agha Shirzai, pour reconquérir Kandahar. La prise de la ville se traduit par de nombreux pillages et l'accaparement de terres publiques par les vainqueurs. Gul Agha Shirzai fournit aux forces américaines des supplétifs, des traducteurs, des renseignements et devient leur principal interlocuteur dans la province. En 2003, un soldat des forces spéciales en poste à Kandahar déclare : « *Tout ce que nous faisons dans cette province passe par le gouverneur. Nous ne faisons pas confiance aux autres* »⁴⁴. En échange, l'armée américaine impose au président Hamid Karzai sa nomination comme gouverneur de la province, ce dont Shirzai profite pour favoriser ses proches et éliminer

⁴³ *Inquiry into the Role and Oversight of Private Security Contractors in Afghanistan*, Washington, the United States Senate Armed Services Committee, 2009.

⁴⁴ Chayes S., *The Punishment of Virtue: Inside Afghanistan after the Taliban*, Brisbane, University of Queensland Press, 2006, p. 272.

ou contenir ses rivaux⁴⁵. Au milieu des années 2000, lorsque le président Hamid Karzai parvient à affaiblir Shirzai en le nommant gouverneur dans une autre province, les militaires américains reproduisent la même logique en s'appuyant sur son lieutenant, Abdul Razziq. Nommé chef de la police, il gouverne de fait la ville en s'entourant des membres de sa tribu, les Ashiqzai avec une stratégie extrêmement brutale, qui lui permet des gains de sécurité, sur le court terme.

La configuration locale du pouvoir à Kandahar ne repose pas sur une seule milice, mais sur un partage des ressources locales et internationales entre milices. Les entrepreneurs politico-militaires de Kandahar – mollah Naqib, Shir Agha Shirzai, Ahmad Wali Karzai –, qui ont su construire une clientèle au sein de leur tribu, respectivement les Alikozai, les Barakzai et les Popolzai. Shirzai va ainsi réserver la plupart des emplois publics à des membres de sa tribu : sur 60 chefs des département civils dans sa province en 2003, seuls huit ne sont pas Barakzai⁴⁶. Les Alikozai dominent la police, l'aéroport est tenu par les Barakzai. A l'inverse, les Nurzai, les Ishakzai, et les Ghilzai sont marginalisés. La place centrale occupée ensuite par Ahmed Wali Karzai (jusqu'à son assassinat en 2011) tient en partie au fait qu'il était frère du président, mais peut-être surtout au fait qu'il a su construire des liens étroits avec les forces américaines, notamment la CIA, position dont il profite pour se rendre incontournable dans les échanges économiques : logistique de la coalition, construction, drogue, spéculation sur la terre.

Cette milicianisation de l'appareil sécuritaire et l'administration locale se reproduit dans les autres provinces. Dans la province voisine de l'Uruzgan, les forces spéciales américaines s'appuient sur un commandant Popolzai des années 1990, Jan Mohamad Khan. Ainsi, son neveu Matiullah Khan est le seul commandant autorisé à garder ses armes, ses hommes opérant directement avec les forces spéciales. A Kunduz, Mir Alam, le commandant historique du Jamiat-i islami cité plus haut, devient le principal interlocuteur des militaires occidentaux qui cherchent à mettre en place des milices au milieu des années 2000. Son rapport privilégié avec les forces spéciales américaines lui permet d'imposer ses proches dans l'administration locale, la police et le renseignement. Il parvient à éviter la nomination en 2007 de Juma Khan Hamdard⁴⁷ comme gouverneur de la province et installe en 2008 un de ses commandants à la tête de la branche locale des services secrets du régime. En 2009, ce dernier est remplacé par Mohammad Daud, le beau-frère de Mir Alam. Le cas de Abdul Rashid Dostum illustre comment ces dynamiques locales affectent le cœur de l'appareil d'État. Il constitue un des commandants sur lesquels les forces spéciales s'appuient pour renverser le régime Taliban, puis pour assurer la sécurité de la province de Jawzjan. Sa position locale, que, dans la continuité des années 1990, il instrumentalise pour se positionner en représentant des Ouzbèkes, lui permet de devenir un acteur incontournable à Kaboul, jusqu'à être nommé Vice-Président.

L'impunité des milices est la conséquence logique du système installé par les forces américaines. Dès les premières années, les milices se font connaître par leurs exactions : assassinats, viols, extorsion, pillage. Dans la Kunar, nos interlocuteurs exprimaient de façon

⁴⁵ Aikins M., « The Master of Spin Boldak », *Harper's Magazine*, décembre 2009 ; P. Tomsen, *The Wars of Afghanistan: Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2013, pp. 615-617.

⁴⁶ Giustozzi A. et Ullah N., "The inverted cycle: Kabul and the strongmen's competition for control over Kandahar, 2001-2006", *Central Asian Survey* vol 6, 2007, pp. 167-184.

⁴⁷ Originaire de la province de Balkh, il est pachtoune et ancien du Hezb-i islami, le concurrent historique du Jamiat-i islami. De ce fait, sa nomination a été vue comme une façon pour Karzai de peser sur les équilibres politiques locaux.

récurrente leur crainte des Counter-Terrorism Pursuit Teams. Leur existence ne devient publique qu'en 2013 lorsque 17 civils, dont 10 enfants, sont tués lors d'une opération dans des circonstances jamais éclaircies⁴⁸. Dans la province d'Urgun, des rapports des Nations Unies dénoncent – régulièrement et en vain – les atrocités commises par l'Afghan Guard Force (renommée plus tard Afghan Security Guard), en particulier le commandant Azizulah Karwan personnellement responsable d'extorsions, d'assassinats, de viols de jeunes hommes et de profanation de corps⁴⁹. Abdul Razziq, le chef de la police de Kandahar s'est rendu coupable d'arrestations arbitraires et de torture dans des prisons privées, ainsi que d'exécutions extra-judiciaires, mais a gardé l'appui des États-Unis. Dans l'Uruzgan, Jan Mohamad Khan est notoirement impliqué dans le trafic de drogue et dans le racket des convois sur la route Kaboul-Kandahar. Par ailleurs, comme l'explique Martine Van Bijlert, ce dernier « *a utilisé ses relations avec les forces spéciales américaines et sa réputation de chasseur efficace de Taliban pour éliminer un large éventail de chefs tribaux et d'anciens responsables Taliban, en particulier des tribus Ghilzai et Panjpai.* »⁵⁰. A Kunduz, Mir Alam est accusé d'avoir perpétré plusieurs massacres mais reste le pivot du dispositif milicien dans la province. Les combattants de Dostum commettent de nombreuses exactions dans le Nord et lui-même, aux vu et su de tous, tabasse un gouverneur sans être sanctionné.

Confrontés à ces accusations, les autorités américaines ont toujours privilégié les milices pour leur (supposée) efficacité plutôt que la protection des civils par le recours au droit. Invariablement, les mesures prises dans le sens d'une régulation des milices se révéleront des effets d'annonce. L'interdiction de la mise en place de milice par le président Hamid Karzai est simplement ignorée par les militaires américains. De plus, les Afghan Local Police sont en principe supervisés par le ministère de l'Intérieur qui approuve les recrues proposées par des notables locaux, les enregistre et les paie. En réalité, les nombreux groupes armés collaborant avec les forces spéciales dans d'autres programmes sont simplement transférés dans les ALP, en dépit de leurs exactions répétées. Ainsi, les Afghan Security Guard, mis en cause en 2010 par le rapport des Nations Unies, sont incorporés dans les ALP et leur chef est nommé dans la police afin de pouvoir légalement commander leurs opérations dans d'autres districts. Par ailleurs, les forces spéciales font inclure dans le programme tout groupe susceptible de s'opposer aux Taliban : branches dissidentes de l'insurrection, groupes islamistes concurrents (Hizb-i islami) ou entrepreneurs de violence locaux.

Les militaires américains expliquent ces violences sont comme le résultat d'une culture existante, dont ils ne sont pas responsables. Comme l'explique un conseiller du commandant des forces spéciales en Afghanistan à un journaliste en 2011 :

La triste réalité, dit Matt, un capitaine des forces spéciales qui ne donne pas son nom pour des raisons de sécurité, est que si les États-Unis veulent l'emporter contre les Taliban et leurs alliés, ils doivent travailler avec des combattants

⁴⁸ Nordland R., « After Airstrike, Afghan Points to C.I.A. and Secret Militias », *The New York Times*, 18 avril 2013.

⁴⁹ Cavendish J., « Afghanistan's Dirty War: Why the Most Feared Man in Bermal District Is a U.S. Ally », *Time*, 4 octobre 2011.

⁵⁰ Van Biljert M., "Unruly Commanders and Violent Power Struggles: Taliban Networks in Uruzgan" in Giustozzi A. (ed.), *Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*, New York, Columbia University Press, 2009, p. 158.

afghans dont le comportement offense les sensibilités occidentales. « Il n'y a pas de bons gars selon nos critères. Il n'y a pas de norme pour commencer. Il n'y a pas de système de justice ou d'État de droit devant lequel les gens doivent répondre », explique Matt. « Les Taliban ne sont pas horriblement mauvais et le fermier afghan n'est pas une victime innocente. » Dans ce crépuscule moral, refuser de travailler avec les paramilitaires accusés de violations des droits ne change rien, argumente-t-il. Au lieu de cela, au fur et à mesure que les relations se développent, les possibilités de modifier le « calcul moral » des combattants afghans se multiplient. « Je n'aime pas cette réalité », dit Matt. « Mais je n'ai pas le pouvoir de faire en sorte que les Afghans se comportent comme les Américains en matière de politique et de guerre. Je ne peux que l'influencer au fil du temps. » L'alternative est de « rentrer à la maison maintenant⁵¹. »

Dans quelques rares instances, le scandale est tel que des sanctions sont prises. Ainsi, les hommes de la Kandahar Strike Force, qui accompagnent les forces spéciales lors des éliminations ciblées, ont un tel sentiment d'impunité que, en 2009, ils tuent en plein jour le chef de la police de la province qui appartient à un réseau politique rival et a emprisonné un de leurs hommes⁵². L'influence de ce chef de la police, lié à de hauts dignitaires du régime, entraîne exceptionnellement l'arrestation de plusieurs dizaines de membres de la Kandahar Strike Force. Par ailleurs, en 2006, les Pays-Bas font du départ de Jan Mohamad Khan une condition de leur déploiement dans la province. Le contingent hollandais s'efforce en effet de renforcer les structures du gouvernement central et d'éviter de prendre parti dans les luttes locales. Cette stratégie fonctionne bien, mais les forces spéciales américaines continuent de soutenir Jan Mohamad Khan et Matiullah Khan qui, de ce fait, restent les acteurs dominants de la province⁵³. Ces quelques essais de régulation, auxquelles il faudrait ajouter les tentatives pour discipliner les compagnies privées de sécurité étrangères, ne changent pas la dynamique globale, d'autant que la perspective du retrait accélère la tentation de créer des situations de désordre et rendre ainsi le pays ingouvernable. Les architectes de la contre-insurrection ont fait le choix conscient de créer le chaos pour freiner une victoire des Taliban.

Conclusion : l'espace de l'État

En Afghanistan, comme dans d'autres pays d'intervention, les forces occidentales ont construit une économie transnationale de la violence qui déstructure et déborde l'État. Fort du soutien américain, les entrepreneurs de violence ont investi les instances locales de l'État, accaparé les ressources publiques et multiplié les conflits locaux. Dans certaines situations particulièrement instables, l'alliance entre milices, police et armée a initialement pu ralentir ou

⁵¹ Cavendish J., « After the US Pulls Out, Will CIA Rely More on Afghan Mercenaries? », *Christian Science Monitor*, 16 novembre 2011.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Pour un récit détaillé de la relation entre Jan Mohamad Khan et les forces spéciales, Derksen D., "Transition in Uruzgan (2): Power at the Centre", *Afghan Analyst Network*, 2013, <https://bit.ly/2xxwvNK> ; Gopal A., *No Good Men among the Living: America, the Taliban, and the War through Afghan Eyes*, New York, Metropolitan Books, 2014.

évincer les Taliban mais, à plus long terme, la pénétration des groupes irréguliers dans l'appareil d'État a déconstruit les institutions. Contrairement aux objectifs affichés de la coalition, les milices ont facilité la progression des Taliban en leur permettant d'incarner l'alternative étatique face à une violence arbitraire. La place des milices dans la guerre conduite par les États-Unis révèle des présupposés sur la société au sein de laquelle les militaires opèrent, notamment la prégnance de l'imaginaire d'un espace de non-droit projeté sur le territoire afghan.

Ces observations nous ramènent à la question de l'illégitimité de l'État telle qu'elle est postulée par l'anthropologie imaginaire décrite plus haut. Si l'État afghan est historiquement une production coloniale⁵⁴, il serait faux d'en faire une innovation artificielle qui s'opposerait à une « société civile » authentique. En particulier, la demande d'un État garant du droit est particulièrement prégnante dans la population afghane depuis la fin des années 1980. On retrouve ici des mécanismes mis en évidence sur d'autres terrains. Dans le contexte de l'est de la République démocratique du Congo, où les institutions centrales ne contrôlent plus le territoire, Kasper Hoffmann et Koen Vlassenroot ont montré comment la référence étatique peut rester régulatrice⁵⁵. Enfin, la vision populaire de l'État, ignorée par la coalition occidentale, est pourtant assez banale : sécurité physique, justice, représentation de la communauté politique et incarnation du bien commun. L'appel à une instance extérieure comme garant de justice est une occurrence commune face à l'alternative d'une milice qui a instauré un pouvoir sur un bout de vallée ou un criminel de guerre représentant autoproclamé des Ouzbeks. En réponse à ce que disait « Matt », l'officier des forces spéciales cité plus haut, on serait tenté de répondre que le « *crépuscule moral* » ne touche pas tant les Afghans, que les opérateurs occidentaux.

L'insurrection Taliban, parce qu'elle était construite dès les années 1990 sur l'instauration de la paix civile, a su instrumentaliser la demande d'État qui s'exprime dans la société afghane. Leur travail politique a reposé sur la mobilisation d'un répertoire et d'un imaginaire étatiques en contraste avec les pratiques de la coalition occidentale. Les Taliban se sont efforcés d'apparaître comme neutres, privilégiant une position d'extériorité dans les conflits locaux⁵⁶. Ils maintiennent ainsi une continuité avec leurs pratiques des premières années. Le désarmement opéré dans les régions pachtounes en 1994-5 a ainsi été réussi essentiellement parce que les autorités mises en place, extérieures à la province, pouvaient arbitrer les conflits locaux. Cette position d'extériorité leur avait permis de pacifier rapidement les régions conquises dans la phase initiale du mouvement. Les responsables militaires ou judiciaires étaient généralement étrangers à la province où ils exerçaient leurs responsabilités pour les extraire des solidarités familiales ou tribales. Sans être éliminée, la violence arbitraire a été contenue par le jeu des procédures judiciaires, et de ce fait compréhensible par la population. De manière similaire, après 2001, les Taliban ont établi un système de juges à leur juridiction associés à des mécanismes de contrôle et de nomination qui assure le maintien de leur extériorité. L'organisation de ce système judiciaire est notable au regard des faibles ressources du mouvement et de la pression de la coalition. Tout le pari de l'insurrection a donc été de

⁵⁴ Hanifi S., *Connecting Histories in Afghanistan: Market Relations and State Formation on a Colonial Frontier*, Stanford, Stanford University Press, 2011 ; Hopkins B., *The Makings of Modern Afghanistan*, op. cit..

⁵⁵ Hoffmann K. et Vlassenroot K., "Armed Groups and the Exercise of Public Authority: The Cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu", *Peacebuilding*, Vol. 2, n° 2, 2014, pp. 202-220.

⁵⁶ Baczkowski A., *La guerre par le droit. Les tribunaux Taliban en Afghanistan*, CNRS Editions, 2021.

combler l'absence de l'État dans la justice et l'administration locale, une stratégie qui permet aux Taliban de prendre le pouvoir en août 2021. Finalement, l'effondrement en quelques semaines du régime et la victoire de l'insurrection a rendu patents les effets délétères du régime milicien que les États-Unis ont mis en place en Afghanistan.